

n°1

JAUN'INFO

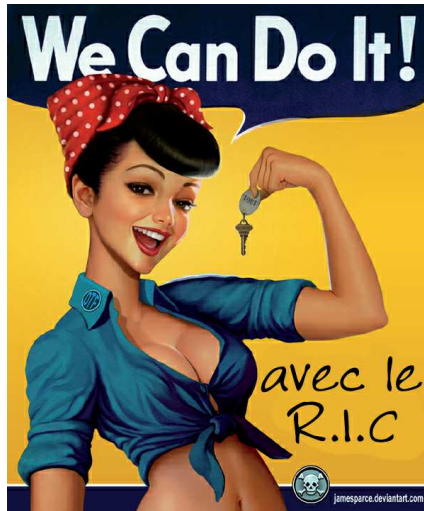
Bulletin apériodique qui paraît quand on peut

Edito

Etat de droit, vraiment ?

«Ca va s'arrêter quand ?»

La question récurrente posée aux Gilets Jaunes dans les médias ou les réunions publiques est : vous allez arrêter quand ? Cette question sous-entend, pour celui qui la pose, que les manifestations n'ont plus de sens, qu'il faut être « raisonnable », et admettre que le gouvernement ne peut faire mieux (dans le contexte actuel) et qu'il a déjà donné beaucoup.



C'est un point de vue. Celui des Gilets Jaunes est différent. La démocratie ne consiste pas à voter une fois tous les cinq ans puis à se taire jusqu'aux prochaines élections.

Quod omnes tangit ab omnibus tractari et approbari debet : ce qui concerne tout le monde doit être discuté par tous. C'est le principe qui a inspiré les premiers parlements médiévaux. « ÇA » s'arrêtera quand nous, (qu'on nous appelle les Français, le peuple ou les Gilets Jaunes) aurons récupéré les moyens d'exercer notre souveraineté.

L'État de droit est un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit. Un tel système suppose l'égalité des sujets de droit devant les normes juridiques et l'existence de juridictions indépendantes, ce qui n'est pas le cas en France. De plus, en donnant plus de pouvoir aux autorités administratives et moins aux juges, la loi antiterroriste entrée en vigueur le 1er novembre dernier contient les germes du despotisme.

**La France n'est plus
un état de droit**

En 2018, huit arrêts contre la France ont été pris par la Cour européenne des droits de l'homme. De 1958 à 2018, ce sont 736 violations qui ont été sanctionnées, soit plus de dix par an, ce qui place la France en troisième position des mauvais élèves, après la Grèce et l'Italie.

* * *

Site de la Cour européenne des droits de l'homme : <https://www.echr.coe.int>

Résolution du Parlement européen sur le droit de manifester : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-8-2019-0104_FR.html

Les copains des médias

Une poignée de milliardaires contrôle les grands médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, du luxe ou de la téléphonie, ont acheté les grands quotidiens, les chaînes de télévision et les radios provoquant conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements et ingérences malsaines. Cette concentration des moyens d'information affecte l'indépendance de la presse et porte atteinte au fonctionnement démocratique.

Est-il sain qu'une grande part de la presse appartienne à quelques privilégiés ? Comment ces oligarques peuvent-ils concilier liberté de l'information et intérêts privés ? Cette situation ne peut qu'aggraver le caractère ploutocrate de notre république.

BFM, CNEWS, LCI ?

Une propagande si évidente qu'elle en devient comique

Les médias principaux ne sont plus crédibles. Des journalistes-propagandistes parlent ou écrivent sans vérifier, n'enquêtent plus et se conforment aux autres. Ces organes « de presse » auraient-ils le droit de faire la morale aux Français ? De leur dire quoi et comment penser ? Ce qui est vrai et ce qui est faux ?

À travers les accusations de complotisme et les services de *checknews*, il semble bien que ces médias cherchent à véhiculer leur « bonne parole ». Mais en vain. N'oublions jamais que, derrière le média, se cache la volonté de l'oligarque de manipuler l'opinion. Majoritairement, les Français en sont conscients : les grands médias ne sont plus crédibles. Ils en deviennent d'autant plus agressifs, pervers, malhabiles et donc... transparents.

Il n'y a rien de grave à être complotiste. Cela ne nuit à personne. On a le droit de croire que des petits hommes gris gouvernent le monde ou même que Dieu existe. Être complotiste de nos jours, compte-tenu du peu de fiabilité des médias, semble même une réaction normale. Autant douter de tout et se faire une raison. C'est l'expression d'une défiance et l'exercice du libre-arbitre. La stigmatisation du complotisme est une réaction ridicule des médias. Le mot en lui-même est vide de sens.

Il est des choses ignorées soit parce que, par nature, nous ne pouvons en avoir la connaissance, soit parce qu'elles sont si bien cachées que nous n'en savons encore rien.

En 2014, le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron autorisait le rachat de SFR par Patrick Drahi contre l'avis de son prédécesseur Arnaud Montebourg. Dans les six mois qui ont suivi cette décision, la valeur du groupe de Drahi a plus que doublé et a fait gagner plus de 14 milliards d'euros à ses actionnaires (observatoire des médias www.acrimed.org).



Qui sont les oligarques ?

Bernard Arnault (Les Échos, Le Parisien), Patrick Drahi, propriétaire de SFR (Libération, L'Express, BFM-TV, RMC), Vincent Bolloré (CNews, Canal+ et l'institut de sondage CSA), Xavier Niel, Pierre Bergé, Matthieu Pigasse (Le Monde, l'Obs, Télérama, Radio Nova, Les Inrocks), Martin Bouygues, (TF1, LCI). Et également : Serge Dassault (Le Figaro), François Pinault (Le Point), la famille Mohn (M6, RTL, Gala, VSD, Capita), Arnaud Lagardère (Europe 1, Paris Match, JDD, Virgin radio, RFM, Télé 7 jours).

Covoiturage : Mobicoop

Mobicoop est une plate-forme de covoiturage coopérative, gratuite et respectueuse des données, financée grâce aux dons.

Mobicoop, le covoiturage coopératif et gratuit

Elle compte déjà 150 000 utilisateurs. Chacun peut devenir membre et participer aux assemblées générales.

www.mobicoop.fr



Les mots ont un sens

Oligarchie : du grec *olígos*, petit, peu nombreux, et *árkhô*, commander. Forme de gouvernement où le pouvoir est réservé à un petit groupe de personnes qui forment une classe dominante.

On peut distinguer les oligarchies institutionnelles et les oligarchies de fait. Les oligarchies institutionnelles sont des régimes politiques dont les constitutions et les lois ne réservent le pouvoir qu'à une minorité de citoyens. Les oligarchies de fait sont des sociétés dont le gouvernement est constitutionnellement et démocratiquement ouvert à tous les citoyens mais où en réalité ce pouvoir est confisqué par une petite partie de ceux-ci.

L'oligarchie est faite « des meilleurs » (aristocratie au sens étymologique), des plus riches (ploutocratie), des scientifiques et techniciens (technocratie), des Anciens (gérontocratie), des plus forts ou de tout autre pouvoir de fait.

Elu par défaut

Macron a été élu au premier tour de l'élection présidentielle par 18% des électeurs inscrits.

Même si les Gilets Jaunes ne comptaient que 19% de sympathisants, ils seraient toujours plus légitimes que Macron.

Au second tour, Macron avait totalisé 43.6% des voix. Le total des votes blancs, nuls et de l'abstention a représenté 34% des inscrits. Il ne doit son élection qu'au vote anti-Lepen.



Aidons-nous !

Nous avons besoin de l'aide de tous. Aussi bien pour faire nombre sur les ronds-points que pour éditer ce genre de document ou en financer la publication.

Votre aide est la bienvenue. Chaque personne compte. Chacun peut être utile. Vous pouvez nous écrire par email : contact@giletsjaunes-ara.org

Ou à l'adresse suivante :
Cercle de réflexion et d'actions citoyennes du Val de Saône - Maison des associations - 69730 - Genay

Les mots ont un sens

Ploutocratie : du grec *ploutos*, dieu de la richesse et *kratos*, pouvoir. Système de gouvernement où les plus riches ont le pouvoir. Aujourd'hui, on utilise ce terme pour dénoncer les dérives des démocraties où les groupes de pression associés aux entreprises multinationales influent fortement sur les textes de lois.

Un peu de vocabulaire

Macroniser : verbe transitif, 1er groupe. Faire le fanfaron protégé par une haie de policier.



Brèves de rond-point...

- « Macron ! Taxe Bolloré ou Bettencourt, les avions ou les bateaux mais laisse-moi tranquille avec ma vieille voiture et son échappement pourri. J'ai que ça pour aller bosser ! »

- « Je ne mange plus de viande, je roule en vélo et j'éteins la lumière !
- Ah ! Tu es devenu écolo !
- Non, je suis pauvre ! »

- « Macron c'est un type ridicule qui tiendrait pas cinq minutes dans une cour de récréation. D'ailleurs il a jamais quitté les jupes de sa maîtresse ! »



Des chiffres pourtant simples

Comme tous les samedis, notre ministre de l'intérieur, le tartarin de Forcalquier, ne voit de sa fenêtre de la place Beauvau que 7000 manifestants. Juste pour info, c'est pile le chiffre de Gilets Jaunes qui manifestent à Lyon chaque samedi.

290 000 manifestants selon la Police

Profitons-en pour communiquer deux chiffres. Le premier c'est celui de 290 000 manifestants décomptés, de manière plus crédible, par le syndicat France-Police lors de l'acte 18. Et encore... il ne prend pas en compte tous les Gilets Jaunes, car nombreux sont ceux qui ne manifestent pas le samedi.

Citons encore le chiffre de plus d'un million de manifestants à 16 heures le 17 novembre 2018. (*cf france-police.org*)

C'est nous qu'on l'a fait !

Com'com des Gilets Jaunes Auvergne-Rhône-Alpes, Collectif des Gilets-Jaunes de Genay, Cercle de réflexion et d'action citoyenne du Val de Saône.

<http://www.giletsjaunes-ara.org>
contact@giletsjaunes-ara.org